

Pour les salaires et la justice sociale : grève le 29 septembre !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale et plus largement la Sécurité sociale dont le régime de retraites par répartition. Ce qui permet, malgré le dernier rapport du COR qui indique qu'une réforme augmentant la durée de cotisation ou l'âge de départ n'est pas nécessaire, à Macron de vouloir maintenir sa réforme et de passer en force, y compris avec l'annonce d'un potentiel 49-3. Cela amputerait encore davantage le niveau des pensions.

Dans la Fonction publique, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10 % au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de tou·tes. De même pour les retraité·es, les 4 % de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, leur situation continue donc de se dégrader.

La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste. Le gouvernement se contente d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes, le plus souvent à l'égard de la population, tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique et que d'autres mettent en place des passes ferroviaires gratuits !

Le gouvernement poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'État au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,) et du financement de la transformation écologique. Par ailleurs, il prévoit une réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur·ses de la possibilité d'avoir des indemnités du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20h hebdomadaires.

En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, ARS) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation. Une revalorisation significative des bourses scolaires et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %). De plus, trop peu de familles bénéficient de cette aide en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.

Il y a urgence à revaloriser le travail en améliorant les conditions de travail, en abaissant le temps de travail et surtout en exigeant partout des hausses généralisées des salaires et notamment le SMIC et la pension minimum à 2000 € brut, l'égalité femme-homme réelle et l'augmentation du point d'indice à hauteur de 10 %.

C'est pourquoi la CGT 41, l'Union syndicale Solidaires 41, la FSU 41 appellent dès à présent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

- Romorantin : 10h30 place de la paix
- Vendôme : 10h30 quartier Rochambeau
- Blois : plancha revendicative place de la résistance à partir de 12h et manifestation à 14h.

Pour les salaires et la justice sociale et écologique, luttons !



EN GRÈVE !

le jeudi 29 septembre